

“Favoriser la circulation des données publiques est nécessaire mais insuffisant”

Pour clore notre série sur la gouvernance des villes intelligentes, Bruno Marzloff, sociologue, directeur du cabinet d'études Chronos, estime que le numérique seul ne peut dessiner la ville intelligente. Il appelle à une participation plus active du citoyen.



© Thierry Marzloff

Que vous inspirent les “intelligences” qui participent de ce que l'on nomme la *smart city* (ville intelligente) ?

Les solutions industrielles *smart cities* des grands groupes consistent à qualifier les données, à les compiler et à proposer des systèmes prédictifs *via* des algorithmes. Cette optimisation des ressources, c'est beaucoup, et peu compliqué dès lors que les outils sont là. Pourtant, ces solutions clés en main ne sont que des substituts aux infrastructures. Certes, en matière de déplacements, des applications facilitent la mobilité. Mais il n'en reste pas moins que la demande continue de croître plus vite que l'offre d'infrastructures. Résoudre l'équation offre-demande, aucun système n'y est parvenu par les seules vertus des “intelligences”.

La ville intelligente ne se réduit donc pas au tout-numérique ?

Non ! La solution se construit autrement. Le *big data* (analyse de masses de données), au cœur des stratégies marketing des acteurs privés, n'est que le premier étage de la fusée de la ville intelligente. Le second, qui l'accompagne nécessairement, est une réflexion sur la réduction de la demande (moins de déplacements motorisés, de consommation d'énergie, de déchets, etc.). Sans doute en faudrait-il un troisième qui nourrisse l'imaginaire de la ville que nous voulons.

Comment s'y prendre ?

Il revient à la puissance publique et aux élus de proposer une vision politique de la métropole, d'en dessiner le modèle de gouvernance et de repenser les fonctions régaliennes de la donnée afin d'éviter que d'autres s'approprient la ville à leur place à partir de solutions toute faites. Veut-on une ville assujettie au numérique ou celui-ci ne doit-il être que la matière première d'une autre vision ? Pour maîtriser l'énergie, ne faut-il pas encourager les usagers à diminuer la demande plutôt que d'optimiser l'offre au travers des systèmes intelligents, qui ne parviennent pas à éviter les impasses production-consommation ?

De nombreux observateurs prônent pourtant un autre modèle de développement...

Certes, les villes sont dans l'inertie d'un modèle où perdure une politique en silos. Mais avant de nommer un “Chief Data Officer”, les politiques pourraient s'interroger sur l'équation difficile qui concilie leurs missions avec moins de budget et plus d'injonctions environnementales ! Se positionner en faveur de la circulation de la donnée publique, c'est nécessaire mais insuffisant. La donnée la plus importante, c'est l'utilisateur qui la produit. Google l'a compris en rachetant “Waze”, l'application pour mobile qui relève les incidents de circulation à partir des informations des 50 millions d'abonnés à travers le monde. Mobiliser les individus pour être les capteurs des informations qui fabriquent les services de la ville dont ils sont aussi les consommateurs est aussi à la portée des collectivités.

La ville intelligente s'invente-t-elle avec la participation du citoyen ?

Cet objet économique et sociologique neuf qu'est le réseau social ne se résume pas à la somme des individus qui le composent. Il dessine une économie du partage à partir de l'utilisation d'un flux considérable de données. Google ou Facebook ont fait la démonstration de sa pertinence. À la puissance publique d'inventer un mode de circulation de ses données dans le respect de ceux qui les produisent. Nous ne sommes encore qu'aux prémises d'une gouvernance dans laquelle l'utilisateur citoyen jouera son rôle pour dépasser le premier étage de la fusée.